

un très brillant exposé. Cependant, en ma qualité d'homme d'affaires, je désire appeler l'attention du Gouvernement sur certains principes qui influent directement sur notre prospérité nationale et sur les conditions d'existence des particuliers.

A mon avis, notre problème national revêt trois aspects différents et le Gouvernement n'a à peu près rien fait pour l'envisager sous l'un ou l'autre de ces trois aspects. En premier lieu, il y a le pressant besoin d'aider les industries de base ou primaires: l'agriculture, les pêcheries, les mines, l'exploitation forestière et ainsi de suite. Deuxièmement, il est non moins urgent de stimuler les industries secondaires qui utilisent les produits des industries de base; de favoriser les services qui comptent sur l'activité et la prospérité de ces deux premiers groupes d'industries et les entreprises qui en découlent. Enfin, il y a la situation incertaine du citoyen dont l'existence et l'avenir dépendent de la prospérité nationale, fondée sur des principes économiques sains, mis à exécution au moyen de programmes rationnels.

L'industrie de base constitue, à mon avis, le fondement de notre économie nationale. Une industrie de base prospère crée une énorme puissance d'achat virtuelle servant à absorber la production industrielle, les services et l'activité commerciale. Elle met la prospérité à la portée du particulier. A titre de représentant d'une circonscription qui dépend dans une large mesure de l'agriculture, je désire, en formulant certaines réserves, attribuer au Gouvernement le mérite d'avoir reconnu,—bien qu'à la dernière minute et de façon insuffisante,—le besoin d'accorder une aide pratique aux cultivateurs. C'est au moins un pas dans la bonne voie. La richesse de notre pays repose directement sur les industries primaires, dont l'agriculture est la plus importante, car elle fait vivre le tiers environ de la population du Dominion. D'autres industries primaires font vivre beaucoup de personnes également. Le secret de la prospérité nationale générale consiste à assurer à ceux qui s'occupent des industries primaires la plus grande puissance d'achat possible.

On me demandera peut-être pourquoi j'insiste tant sur les industries de base, sur l'industrie en général et les entreprises commerciales. Ces questions m'intéressent pour diverses raisons. Une des principales, c'est que l'industrie emploie un très grand nombre de personnes au pays et qu'elle contribue grandement à leur bien-être.

Les affaires doivent être solides et sûres. Si le sommet devient trop lourd, ou si les fondements ne sont pas solides, tout l'édifice s'écroulera. De plus, toute prospérité qui n'est pas assise sur cette base, et qui n'y est pas

[M. Webb.]

bien proportionnée, s'écroulera car elle est irréaliste et fautive; ce ne sera qu'un songe dont on sortira pour envisager la terrible réalité.

Les industries primaires au Canada sont loin de toucher une juste part du revenu national. Ceux qui s'y adonnent travaillent fort pendant de longues heures en des circonstances qui jetteraient le travail syndiqué dans la confusion générale. Et cependant, parce qu'ils sont consciencieux et parce qu'ils ont le sens de la responsabilité, ceux qui sont le soutien de l'industrie primaire,—oui, ceux qui produisent notre véritable richesse,—sont obligés de livrer le combat de la vie seuls. On les oublie, à vrai dire, lorsqu'il s'agit de l'aide distribuée par l'Etat. Nos industries fondamentales, celles sur lesquelles le Canada doit compter pour édifier son avenir, sont désavantagées de tous côtés et le présent budget n'apporte presque aucun remède aux graves injustices qu'elles subissent. Et ce qui est encore plus important et plus tragique, rien ne semble indiquer que le Gouvernement se rend compte de la gravité désespérée de la situation, dans ses effets sur le Canada et sur tous les Canadiens.

Monsieur l'Orateur, je soutiens que le Gouvernement ne se rend pas compte qu'il est nécessaire de développer et d'aider l'industrie primaire, qu'il a lamentablement échoué dans l'emploi qu'il a fait de ses pouvoirs fiscaux pour poser les bases d'une économie prospère et solide au Canada. Il n'a rien fait pour libérer l'énorme puissance d'achat de ceux qui se livrent à nos industries de base. Il n'a aidé que très peu ceux qui produisent notre véritable richesse à atteindre un meilleur niveau de vie et à obtenir leur juste part de la richesse nationale. Je pense bien que le peu qui a été proposé dans ce programme fiscal en vue d'améliorer cette situation dérive en grande partie du programme et des principes formulés par le parti conservateur-progressiste, lequel s'en tient à ce principe fondamental qu'il faut favoriser l'agriculture et l'industrie primaire, et leur assurer une part équitable du revenu de la nation. J'espère donc que le Gouvernement continuera à s'inspirer des principes de mon parti, puis qu'il entreprendra de réaliser des mesures pratiques propres à stimuler et à soutenir l'industrie de base où l'agriculture joue un rôle de premier plan.

Je viens de dire que le Gouvernement n'a pas fait grand'chose pour nos industries primaires. Si c'est vrai, comme je le crois en effet, on peut dire aussi qu'il n'a rien fait non plus pour l'industrie secondaire, les services de transformation de nos denrées et autres services encore, ni pour les entreprises qui figurent au second plan de notre problème national. Je ne vois rien dans tout le pro-